PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE

Hollande largement favori

La messe n'est pas encore dite. Dimanche, les 45 millions d'électeurs français auront le dernier mot. Mais tout porte à croire que le candidat socialiste Hollande en sortira vainqueur : débat de jeudi réussi, soutien inattendu de F. Bayrou provoquant un séisme au sein de la droite et enfin des sondages sur des intentions de vote qui se succèdent en sa faveur. Dans l'autre camp, celui du candidat sortant, «on continue à vouloir y croire», et à multiplier les appels aux électeurs de l'extrême droite, en dessinant à leur intention le projet d'une France aux frontières bien fermées, au rejet (dixit Sarkozy, jeudi, à son dernier meeting de Toulon) de tous ceux «qui n'adoptent pas notre culture, notre mode de vie et veulent nous imposer le leur».

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

«Je vais l'exploser», avertissait Nicolas Sarkozy et «on va voir ce qu'on va voir». J.-François Copé en rajoutait une louche en annonçant que Sarkozy allait faire plier François Hollande que le candidat sortant avait affronté mercredi soir. Rien de tout cela. Au vu des performances exceptionnelles de Hollande durant le débat et que relèvent de très nombreux commentateurs, tout porte à croire que le candidat socialiste sera bien le futur président.

Et c'est peut-être l'UMP qui explosera : Marine Le Pen attend d'en ramasser les morceaux pour constituer son puzzle : une droite qui aura perdu toute trace républicaine et dont les Lucas, Christian Vanneste, Thierry Mariani et autres leaders de la droite dite «populaire» apporteront leur concours actif, opérant ainsi une transformation qu'ils appellent de leurs vœux depuis plus d'une année.

Tout au long des 2 heures 55 minutes qu'a duré la confrontation télévisuelle, ce qui, en vérité, a explosé face aux yeux et aux oreilles des 17,8 millions de téléspectateurs qui ont suivi le débat, c'est plutôt un candidat socialiste maître de ses nerfs sur la forme et de ses dossiers sur le fond, offensif, au profil tout à fait présidentiable, ramenant régulièrement Sarkozy à son bilan, aux cinq années de sa gouvernance et le confinant dans une certaine fébrilité, sur la défensive, assénant même quelques contre-vérités.

Au final ? Dimanche 6 mai, le score de l'un et l'autre des deux candidats ne va sûrement pas faire mentir les intentions de vote déjà exprimées par les sondages (47% pour Sarkozy et 53% pour Hollande) : le candidat PS devrait l'emporter, et d'ores et déjà Marine Le Pen se frotte les mains, un boulevard, estime-t-elle, se présentant devant elle pour son parti.

Elle affirmait au lendemain du débat que «l'élection était jouée déjà, que Nicolas Sarkozy était battu et que très objectivement François Hollande a dominé et qu'il a donné une image différente de lui en terme de posture, il a rempli son rôle». C'est dire ! La stratégie de droitisation forcenée concoctée par l'occulte conseiller d'extrême droite Patrich Buisson n'a manifestement pas payé, Marine Le Pen ne voulant pas échanger ses six millions de voix et demi d'électeurs, même contre l'honorabilité républicaine que lui a récemment décernée le candidat sortant.

C'est justement cette incroyable droitisation continue du candidat sortant qui a poussé François Bayrou, candidat du MoDem (9,13% de voix au 1er tour), à créer une onde de choc sans pareille dans les rangs du candidat sortant. Déclarant voter pour Hollande, même s'il ne partageait pas le programme économique du candidat socialiste et même s'il n'est pas et ne deviendra pas un homme de gauche, il explique son choix pour Hollande : «Nicolas Sarkozy, après un bon score de premier tour, s'est livré à une course-poursuite à l'extrême droite dans laquelle nous ne retrouvons pas nos valeurs, dans laquelle ce que nous croyons de plus profond et de plus précieux est bousculé et nié dans son principe.

Photo : DR

La ligne qu'a ainsi choisie Nicolas Sarkozy entre les deux tours est violente, elle entre en contradiction avec les valeurs qui sont les nôtres, pas seulement les miennes, pas seulement celles du courant politique que je représente, mais aussi les valeurs du gaullisme, autant que celles de la droite républicaine et sociale.»

Bayrou n'a pas donné de consigne de vote à ceux qui ont voté pour lui, mais sa décision est de taille, elle rompt pour la première fois l'alliance traditionnelle centre-droite et amènera forcément des voix au candidat de gauche. Commentant la décision de Bayrou, le candidat sortant a estimé vendredi que «cela manque de cohérence» et qu'il était «quand même curieux d'appeler à voter pour quelqu'un en qui on a si peu confiance».

Quant à François Hollande, saluant la décision de Bayrou, il pense que ce dernier «a pris conscience que le candidat sortant divisait et que je rassemblais, qu'il y avait un risque pour le pays s'il devait être reconduit cinq ans de plus». Mais très réaliste, il poursuit : «Ça ne veut pas dire qu'il rejoint ma candidature. Je respecte son indépendance, sa liberté. Et je ne prends pas ce vote comme un ralliement en aucune façon. C'est au contraire un vote d'indépendance et n'en tirez pas les leçons qui pourraient être faciles.» Cette réaction très claire de Hollande, précisant qu'il n'y a eu aucune négociation ni même aucun contact entre les deux hommes, a amené Mélenchon (ex-candidat du Front de gauche) à déclarer : «Je me réjouis de voir se diviser la droite. La décision de monsieur Bayrou part d'un honnête sentiment républicain que la violence des discours glauques de Nicolas Sarkozy insupporte. La déroute du candidat UMP est très bien engagée. Bien sûr je ne suis pas naïf. Je tiens à l'œil l'ami de la règle d'or.»

Présidentiable ce candidat mou, sans expérience ? Assurément non, répétaient à l'envi à propos d'Hollande, Nicolas Sarkozy et ses soutiens. Mais dès la fin du débat de jeudi, il a bien fallu admettre que «Hollande a affirmé son autorité avec la plus grande fermeté».

En cinq ans de votre gouvernance, «la France a été heurtée, les Français ont été divisés, je veux les réunir et donner une vision à la France». Et là, alors qu'il avait développé déjà longuement son programme pour instaurer la justice sociale, résorber le chômage, réduire les déficits publics, renégocier le nouveau traité européen, et après avoir persisté et signé son engagement sur le droit de vote des étrangers aux élections locales, il enchaîne avec une tirade que personne et surtout pas son adversaire n'attendait : une dizaine de points de ce que sera sa présidence par opposition à ce qu'a été celle de Sarkozy, faite essentiellement d'injustice, de présidence sans partage, de l'absence d'indépendance de la justice, de l'absence d'exemplarité dans la gouvernance et enfin de conduite au jour le jour, sans vision, de la France.

Pour la plupart des éditorialistes, le seul débat entre les deux candidats avant le second tour dimanche ne devrait pas changer fondamentalement le rapport de force, le favori des sondages François Hollande ayant de plus «marqué des points» quant à sa stature présidentielle. Avec la décision de Bayrou, l'éventualité de voir élu Hollande président se renforce. Restera, cependant, le dernier mot aux votants de dimanche qui donneront un visage nouveau ou non à la France.

K. B.-A.

Élections en France, immigration et arrogance consulaire

La question de l'immigration est un des thèmes-clés d'une partie de la droite qui tente de squatter les voix du Front national pour permettre à leur candidat de récupérer le terrain perdu face à François Hollande qui devance largement Nicolas Sarkozy dans les sondages, mais les jeux ne sont pas faits pour autant dans une France sérieusement fracturée et divisée, prisonnière d'une grave crise économique et sociale.

Par Ahmed Cheniki

Les remises en question des acquis des luttes des travailleurs succèdent aux attaques contre les immigrés accusés de «voler le pain des Français». Ce n'est, d'ailleurs, pas sans raison, que la droite aux affaires durant les deux dernières années du quinquennat de N. Sarkozy a, à la traîne des Etats-Unis et de l'Otan, cherché à se frayer une voie dans un processus de recolonisation des pays africains et arabes.

Ainsi, dans cette campagne présidentielle, les anathèmes et les mensonges visant l'immigration sont monnaie courante. La gauche a été amenée à plusieurs reprises à dénoncer ces faux que n'arrêtent pas d'ânonner les animateurs d'une droite dure qui, à l'instar du ministre de la Défense, Gérard Longuet, connu pour ses idées et ses antécédents extrémistes et violents, affichent leur proximité avec le Front national qui serait, selon lui, un interlocuteur crédible. C'est vrai que Marine Le Pen a remporté pas moins de 18% des suffrages, devenant ainsi un lieu essentiel de séduction. On a sorti des contre-vérités, vite démenties, comme le faux appel de Tariq Ramadan et une pétition sans fondement de 700 imams appelant à voter Hollande.

Le mensonge s'érige ainsi en espace de reconquête d'un pouvoir qui risquerait, cette fois-ci, de balancer du côté d'une gauche décomplexée qui produit un discours apaisant à l'endroit d'une immigration inquiète des dérives d'une droite qui franchit allègrement le pas de l'anathémisation des immigrés et de la distinction de «faux» travailleurs qui fêtent le 1er Mai, otage, pour la première fois de l'histoire de cet événement syndical et revendicatif, d'un hold-up d'une droite qui n'accepte plus, dans le sillage du discours néolibéral, toute présence syndicale fortement attaquée par certains animateurs de l'UMP.

Pour le président sortant, il y aurait, en France, de «faux» et de «vrais» travailleurs, ne craignant nullement d'élargir davantage une si évidente «fracture sociale» et politique. L'Islam, vite lié à l'immigration maghrébine et subsaharienne, est constamment mis en accusation. Les dérives droitières n'exprimeraient pas, malgré toutes les attaques, l'avis général de tous les Français qui vivent d'autres problèmes que ceux de la viande halal ou du voile. La position de la gauche sur la question de l'immigration et du centre représenté par le Modem de François Bayrou, marquée par les jeux de la laïcité et d'attitudes républicaines, atténue ce discours de rejet transformant les immigrés en boucs émissaires d'une crise née essentiellement de pratiques néolibérales condamnant les catégories les plus fragiles à des situations trop peu acceptables et permettant aux plus riches de s'enrichir davantage. C'est du moins le discours développé par François Hollande qui voit François Bayrou lui apporter son soutien.

Ce discours anti-immigrés est aussi présent dans certains lieux consulaires français en Algérie, comme celui de Annaba, qui justifie le refus de délivrer un visa par une raison absurde et fortement connotée idéologiquement, marquée par la latence de l'inconscient colonial : «La volonté de quitter le territoire des Etats membres avant l'expiration du visa n'est pas établie.» Ainsi, on soupçonne tous les Algériens d'être des candidats à la harga, de véritables migrants clandestins. Comment les autorités consulaires se sont-elles permises, cinquante ans après l'indépendance, autant d'arrogance et de manque de respect manifeste, reprenant, de manière inconsciente, le discours colonial et les manifestations langagières de l'extrême droite en France faites d'amalgame et de grossière généralisation ?

La gauche, conduite par François Hollande, réussira-t-elle peut-être à transformer ces lieux en espaces professionnels évitant tout propos blessant et humiliant ? Refuser ou délivrer un visa est, bien entendu, un fait souverain, mais cela ne permet nullement d'avancer des propos désobligeants. Il est à signaler que les préfectures, contrairement aux consulats, reçoivent très correctement les immigrés. Deux mondes différents. Le gouvernement ne devrait nullement accepter ce type d'attitudes et de propos à l'endroit de «citoyens» algériens.

Le regretté Jean Audibert, ancien ambassadeur de France à Alger, proche des Algériens, avait dit qu'il avait tenté de changer les choses et les mentalités, mais il n'y avait pas réussi complètement.

La récente visite d'une délégation du parti socialiste à Alger, conduite par Elisabeth Guigou, ancienne garde des Sceaux, est le signe d'une évidente volonté de surmonter les obstacles à une véritable coopération algéro-française, de tenter de mettre en œuvre des échanges plus ou moins égaux et sérieux, rompant avec la période de la présidence Sarkozy qui a vu les espaces conflictuels remonter à la surface et de permettre l'émergence d'un autre discours, empreint de modes langagiers empreints de respect et d'absence d'arrogance.

Dans ces conditions, les immigrés, du moins la grande majorité, semblent espérer la victoire de François Hollande. Comme d'ailleurs, de très nombreux Algériens qui savent que les gouvernants de notre pays sont souvent influencés par les dirigeants français et les mesures prises en France, les reproduisant en Algérie. Pour le moment, les sondages donnent Hollande largement élu.

A. C.